

6^e programme-cadre de la Commission européenne

Des sciences sociales pour cimenter l'Europe

Dans une dizaine d'années, l'Europe sera la communauté de pays la plus compétitive au monde: tel est le but ambitieux que s'est fixé l'Union européenne lors du sommet de Lisbonne en 2000. La réalisation de l'Espace européen de la recherche (EER) passe par le 6^e programme-cadre de recherche de l'Union européenne qui, avec la priorité «Citoyens et gouvernance dans une société de la connaissance», touche également aux sciences humaines et sociales. Pour les chercheurs, la voie qui mène aux programmes européens est certes pavée d'embûches, mais elle n'est pas impénétrable.

«Nous avons tant appris au cours des dernières années», confie Peter Fisch, responsable scientifique de la Commission européenne à Bruxelles. «Les choses se développent très rapidement et nous savons de moins en moins à quoi va ressembler l'Europe dans dix ans.» L'Europe se consolide, l'élargissement à l'Est est imminent, la société de la connaissance se dessine: pour ne pas se laisser dépasser par les événements, l'Europe doit s'appuyer sur des études comparatives et interdisciplinaires en sciences sociales.

Pour cela, l'Union européenne a créé la priorité 7 du 6^e programme-cadre de recherche et développement (6^e PCRD) pour laquelle est prévu un budget de 225 millions d'euros. «L'intitulé <Citoyens et gouvernance dans une société de la connaissance> peut suggérer que ce programme ne s'adresse qu'à un petit groupe de chercheurs en sciences humaines et sociales, commente Peter Fisch. Pourtant, il concerne tous les domaines de recherche dans ces disciplines.»

Une nouvelle Europe de la connaissance

Cette priorité axée sur les sciences humaines et sociales se décline en deux parties étroitement liées et interdépendantes. Le volet «Citoyens et gouvernance» traite des conséquences de l'intégration européenne et de l'élargissement de l'Union sur la société, des nouvelles formes de gouvernance, des domaines de responsabilité émergents, des institutions politiques et sociales, de la résolution de conflits et des identités culturelles. Le volet «Société de la connaissance» tente de répondre à la question de savoir comment améliorer la création, la diffusion et l'utilisation des connaissances et comment la société du savoir naissante agit sur la qualité de vie, la cohésion sociale, les stratégies de l'emploi, l'apprentissage à toutes les étapes de la vie et le développement durable.

Les réseaux d'excellence et les programmes intégrés

Les seuls instruments traditionnels d'encouragement de la recherche ne suffisent pas pour structurer un paysage de la recherche européen morcelé. C'est pourquoi le 6^e PCRD y a ajouté deux nouvelles mesures: les Networks of Excellence (réseaux d'excellence) et les Integrated Projects (projets intégrés). Les Networks of Excellence ne portent pas principalement sur les résultats de recherche, mais visent à créer en Europe des réseaux de recherche et des centres de compétences

(Suite en page 2)

Editorial



Chère lectrice, cher lecteur,

Le PP Demain la Suisse touche certes à sa fin, mais tout n'est pas terminé pour autant... Le printemps 2004 verra se poursuivre nombre d'activités importantes initiées par ce programme prioritaire.

- Le Panel suisse des ménages et toutes les autres **infrastructures d'enquête** continueront à être financés par le Fonds national suisse (FNS), dans le cadre des nouveaux crédits d'infrastructure. Cela s'appliquera entre autres au European Social Survey (ESS), qui entrera dans sa deuxième phase en 2004, aux études électorales Selects, à l'International Social Survey Programme (ISSP) ainsi qu'à la participation suisse au Luxembourg Income Study (LIS).
- Le **Rapport social 2003** sera publié. Le prochain financement, déjà assuré, permettra de commencer les travaux sur le prochain rapport social.
- 2004 sera également l'année de la phase préparatoire pour de nombreux **programmes nationaux de recherche (PNR)** en sciences sociales. Cette année déjà, le PP Demain la Suisse apporte son soutien à la construction de réseaux pour de nombreuses initiatives prometteuses.
- Une troisième série de **thèses** élaborées dans le cadre du PP Demain la Suisse pourront être menées à bien grâce au soutien du programme.
- D'autres ouvrages présentant de manière attrayante des résultats de recherche sociale empiriques d'importance particulière pour la Suisse paraîtront en français et en allemand dans la **collection** que le PP Demain la Suisse a lancée avec succès, «**Gesellschaft Schweiz – Analyses sociales**».

Toutefois, il nous reste encore à réaliser un souhait important: la création d'un **centre** de portée suprarégionale qui offrirait sur le long terme un environnement propice à la recherche de pointe en sciences sociales. Les discussions à ce sujet ne datent pas d'hier. Afin de les poursuivre de manière ciblée, le groupe d'experts a décidé d'effectuer une **étude de faisabilité**. Dans le cadre de cette étude, des personnes venant de partout en Europe et disposant d'une expérience dans ce domaine seront invitées à participer à un **workshop** créatif. Les résultats de l'étude de faisabilité seront présentés au public en mars 2004, à l'occasion du symposium organisé en collaboration avec le Think tank «Avenir Suisse».

Peter Farago
Coordinateur du PP Demain la Suisse

(Suite de la page 1)

qui perdureront après la période de financement de l'Union européenne. Les Integrated Projects, par contre, ambitionnent de mettre en œuvre les technologies et connaissances essentielles pour résoudre les problèmes sociaux. Pour ces deux instruments, le choix des projets s'effectue selon une approche «top-down». Pour des raisons de gestion et afin de promouvoir une certaine diversité, il est prévu que ces programmes intègrent des équipes de recherche de six à douze participants, le minimum requis par l'Union européenne étant de trois partenaires de trois pays différents. Les chercheurs seront subventionnés par l'Union européenne à raison de 3 à 7 millions d'euros pendant cinq ans.

Les instruments «traditionnels», à savoir les projets spécifiques ciblés de recherche ou d'innovation et les activités de coordination, servent à la préparation des futurs réseaux d'excellence et des projets intégrés. Le minimum requis est de deux partenaires issus de deux pays différents. Les thèmes seront définis selon une approche «bottom-up» et les scientifiques bénéficieront de subventions se montant respectivement à 1 million et 700 000 euros pendant trois ans.

des projets intégrés. Le minimum requis est de deux partenaires issus de deux pays différents. Les thèmes seront définis selon une approche «bottom-up» et les scientifiques bénéficieront de subventions se montant respectivement à 1 million et 700 000 euros pendant trois ans.

Une concurrence acharnée

La concurrence est grande pour obtenir des subventions. «Un seul réseau d'excellence ou projet intégré sera retenu par thème», précise Peter Fisch. «Ainsi, seules les propositions qui répondent à tous les critères de l'appel auront de réelles chances de réussir.» Pour avoir des chances d'être retenus, les groupes de recherche doivent présenter des études comparatives menées par des partenariats interdisciplinaires ou au sein d'un même domaine et reposant sur une infrastructure commune. Les groupes de chercheurs sont censés déjà disposer des connaissances scientifiques de base et des liens avec les programmes nationaux. En outre, les projets doivent sortir du cadre académique, prévoir une dimension réservée à l'application et la possibilité d'intégrer de nouveaux partenaires.

Un coup de pouce pour préparer les propositions

Euresearch propose une aide à la préparation des propositions. Ce réseau suisse d'information pour les programmes de recherche européens examine les formulaires avec les requérants et les informe sur les critères d'évaluation. De plus, il est possible d'envoyer, jusqu'à un mois avant expiration du délai, un résumé de deux pages de la proposition à la Commission européenne à Bruxelles, pour un examen préalable unique. Les personnes qui signalent à l'avance dans quel domaine de recherche elles souhaitent faire une proposition peuvent aussi effec-

tuer une pré-inscription sans engagement de leur part, ce qui accélère le processus d'évaluation. Les propositions peuvent être déposées sous version électronique, sur CD-Rom, sur disquette avec une version imprimée ou sur papier. Les délais de dépôt doivent être respectés à la minute près.

Un potentiel d'amélioration de la qualité bien présent

Les propositions sont soumises à une revue par les pairs. Elles sont examinées par cinq experts, pour les nouveaux instruments de l'Union européenne, et par trois avec les procédures traditionnelles. Les notes vont de 0 (inutilisable) à 5 (excellent) et sont attribuées selon des critères équivalents. Pour être admissibles, les projets doivent obtenir une moyenne égale ou supérieure à 4. «Lors du dernier appel, seuls 35% des propositions remises ont obtenu une moyenne de 3,5, et 8% en tout ont obtenu un 4», précise M. Fisch, montrant ainsi la qualité des propositions.

Ce dernier est convaincu que 50% des requérants pourraient considérablement améliorer leurs chances s'ils se posaient les questions suivantes: ma proposition constitue-t-elle un apport essentiel aux buts, thèmes et tâches fixés par l'Union européenne? Correspond-elle aux objectifs de l'Espace européen de la recherche? Les tâches ont-elles déjà été réparties entre les partenaires? La méthode est-elle clairement décrite? A-t-on choisi le bon instrument? Les utilisateurs et les stratégies de diffusion des connaissances sont-ils définis? Et enfin: le texte de la proposition est-il vraiment passionnant?

Informations utiles pour les propositions de projets de la priorité 7

- Prochain **déla**i de dépôt pour les réseaux d'excellence et les projets intégrés: **10 décembre 2003, 17 heures (CET)**.
- Les **sujets de recherche de la priorité 7** peuvent être consultés sur le site www.ppdemainlasuisse.ch sous «Actuel».
- Un résumé de la proposition pour l'**examen préalable** peut être déposé auprès de la Commission européenne, à l'adresse e-mail suivante: rtd-citizens@cec.eu.int.
- **Pré-inscription** des propositions: www.cordis.lu/calls/citizens.
- Il est possible de commander un **dossier d'information** comprenant le texte de l'appel, le programme de travail, le guide du requérant avec le formulaire de proposition, le guide d'évaluation ainsi qu'une brève présentation du 6^e PCRD et des conditions financières, à l'adresse suivante: www.cordis.lu/fp6/citizens/calls.cfm ou sur www.euresearch.ch/fr/fp6-governance.html.
- De **plus amples informations** sont disponibles sur: www.euresearch.ch ou auprès de Mme Daniela di Mare (tél. 031 380 60 02, daniela.dimare@euresearch.ch).

Université d'été

Apprendre la méthode quand on en a besoin

Le problème de la méthodologie est bien connu: beaucoup d'étudiants ne se rendent pas compte de son importance pour les sciences sociales et sont donc peu disposés à l'apprendre. Mais si plus tard, au cours de leur thèse ou dans la vie active, ils se trouvent confrontés à un problème de méthode, ils sont perdus. Pour venir en aide aux réfractaires à la méthode, le PP Demain la Suisse a créé la «Summer school on advanced methods in the social sciences» qui aura lieu pour la septième fois en septembre prochain.

«Bien sûr, c'est plus agréable de se plonger dans un domaine spécifique que de se concentrer sur des problèmes de méthodologie. Mais on peut toujours approfondir sa connaissance d'une discipline, alors que sans méthode, on ne peut rien faire.» Tels sont les propos d'Eugène Horber, professeur d'informatique appliquée dans la Section des sciences sociales de l'Université de Genève et responsable scientifique de l'université d'été. Outre le problème du manque d'intérêt des étudiants, il est à noter qu'en Suisse, les formations en méthodologie sont diversement encouragées par les différentes universités et disciplines. «Ainsi, il est presque impossible de savoir à l'avance quels sont les acquis en méthodologie d'un jeune diplômé en sciences politiques ou en sociologie.»

Un public de non-spécialistes

La situation n'est pas simple. Un chercheur en sciences sociales doit pouvoir prouver ses compétences dans son domaine, avoir des notions de statistique et être capable de traiter des données par informatique. Ce n'est pas donné à tout le monde, au contraire: beaucoup choisissent les sciences sociales justement parce qu'ils ne se sentent pas attirés par les sciences naturelles. Il n'est donc pas étonnant que les spécialistes en méthodologie ne se bousculent pas dans les couloirs des facultés de sciences sociales.

Par conséquent, l'université d'été s'adresse en priorité à un public de non-spécialistes, comme l'explique M. Horber: «Le but de nos cours est de donner aux personnes intéressées les outils dont elles auront besoin à un certain stade de leur projet. Souvent, on n'a pas assez de temps pendant la formation de base pour se consacrer de manière intensive aux problèmes de méthodologie. De plus, on oublie facilement ce qu'on a appris quand on n'a pas l'occasion de s'en servir.» A cela s'ajoutent les évolutions de la discipline et des domaines spécialisés, auxquels on n'est pas confronté pendant la formation de base. Des

doctorants et des chercheurs avancés dans tous les domaines des sciences sociales, mais également des fonctionnaires fédéraux et cantonaux, ainsi que des personnes actives dans des centres de recherche publics et privés se retrouvent à l'université d'été et, en petits groupes, se penchent sur des problèmes de méthodologie. Les participants ayant le droit d'intégrer leurs propres projets et données dans la discussion, ils bénéficient d'une aide supplémentaire dans leur travail de recherche.

Connaitre l'intérêt de la méthodologie

L'université d'été s'étend sur deux fois une semaine. Chaque semaine, trois workshops de 35 heures chacun ont lieu en parallèle, ce qui est l'équivalent d'une année de cours de méthodologie à l'université. Les étudiants s'inscrivent pour le workshop de leur choix et s'y consacrent exclusivement. Les participants qui ont besoin de rafraîchir leurs connaissances en statistique ou en informatique peuvent s'inscrire à un cours préparatoire de deux jours avant le workshop, pour acquérir les connaissances qui leur manquent. A la fin du cours, les participants sont en mesure de mettre en œuvre une certaine méthodologie dans leurs projets.

Certains workshops traitent de thèmes qui relèvent de la base de la méthodologie, intéressent un large public et sont donc proposés régulièrement. D'autres sont plus spécifiques, s'adressent à un cercle plus restreint de personnes et changent plus fréquemment. Les cours portent sur des méthodes qualitatives et quantitatives. «Dans le choix de nos intervenants, nous veillons à ce que ces personnes ne soient pas de purs statisticiens ou experts en méthodologie qui ne connaissent les sciences sociales que par oui-dire», précise M. Horber. «Cela ne nous intéresse pas de faire des calculs sans savoir pourquoi on le fait.» Il est également important pour M. Horber que les personnes soient suffisamment pédagogues pour s'intéresser aux étudiants pendant une semaine. Mais ces qualités ne sont pas données à tous les experts. «Certains ont presque peur de la tâche», déplore ce professeur. Il a remarqué que les intervenants qui aiment l'idée d'une université d'été et sont donc particulièrement motivés sont en général de bons professeurs. «On les retrouve d'ailleurs dans d'autres universités d'été.»

Loi des grands centres

Un avantage non négligeable de l'université d'été est le fait qu'elle donne à des chercheurs en sciences sociales la possibilité de discuter pendant une semaine de problèmes de méthodologie dans différentes disciplines et de ne pas rester seuls avec leurs questions. «Souvent les contacts créés pendant l'université d'été perdurent encore après», précise M. Horber. «Il est important que des échanges entre les participants puissent avoir lieu. Si chacun rentre directement chez lui le soir, il n'y plus de contacts entre les personnes et l'événement perd de sa valeur.» C'est pourquoi le site de Lugano est idéal: l'Université de la Suisse italienne (USI) offre des conditions de travail idéales et la ville assez de possibilités de poursuivre les discussions (scientifiques) le soir.

Une initiative soutenue par le Fonds national suisse

L'université d'été est née dans le cadre du Programme prioritaire Demain la Suisse et a été financée par ce dernier pendant les trois premières années de son existence. «Cela nous a permis d'expérimenter le type de direction dans laquelle nous souhaitons poursuivre l'université d'été», explique M. Horber. Ainsi, elle a été intégrée en 2000 au Service suisse d'information et d'archivage de données pour les sciences sociales (SIDOS). Depuis, le PP Demain la Suisse ne prend en charge que la garantie de déficit. Celle-ci sera supprimée à la fin du programme l'année prochaine. Entre-temps, la manifestation s'autofinance. Les doctorants s'acquittent de frais d'inscription de 800 francs par

Université d'été 2003

Cette année, la «Summer school on advanced methods in the social sciences» aura lieu à Lugano du **22 août 2003 au 5 septembre 2003**. Il n'y a pas de délai d'inscription. Le nombre de participants étant limité, il est recommandé de s'inscrire le plus tôt possible. Vous trouverez des informations sur le programme ainsi que le formulaire d'inscription sur le site www.sidos.ch/ss.

workshop, les autres participants cotisent à raison de 1100 francs. Les étudiants peuvent demander des bourses qui couvrent les frais des cours dans le cadre du programme d'encouragement de personnes du Fonds national. Deux tiers des participants suisses sont en général subventionnés par le Fonds national. Et la demande ne manque pas. «Nous n'avons aucun problème à trouver assez de participants aux cours, car les participants viennent en général d'eux-mêmes», remarque M. Horber. «Presque la moitié des participants reviennent au moins une fois à l'université d'été.»

Agenda

- 9 mai 2003, Berne: colloque sur le thème «Relier et valoriser les données. De nouvelles bases pour la statistique et les sciences sociales».

Cet événement aura lieu sous l'égide du PP Demain la Suisse, de l'Office fédéral de la statistique (OFS) et de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH) entre autres. Le but de ce colloque est de montrer à l'aide d'exemples concrets la portée de différentes formes de coopération entre les sciences sociales et la statistique. Cet événement s'adresse en particulier à des responsables de recherche en sciences sociales et en statistique publique actifs dans les hautes écoles, l'administration et le secteur privé.

Le programme et le formulaire d'inscription sont disponibles sur le site www.ppdemainlasuisse.ch, sous la rubrique «Actuel». Bien que le délai de dépôt des formulaires soit écoulé, il est toujours possible de s'inscrire.

- **The European Social Survey (ESS): mise au concours de modules thématiques (deuxième cycle)**

Le 16 mai 2003 est le dernier délai de dépôt des propositions pour le deuxième cycle de la European Social Survey. Ce cycle est principalement encouragé par le 5^e programme-cadre de recherche de l'Union européenne et recevra des subventions supplémentaires de la Fondation européenne pour la science (ESF). Les chercheurs intéressés pourront proposer deux ou trois modules thématiques dans le cadre des groupes de travail internationaux.

La European Social Survey est une enquête biennale sur l'évolution de différents types d'attitudes, d'opinions et de comportements chez les populations européennes. Le projet a débuté en 2002 dans 23 pays et est maintenant dans la phase finale de son premier cycle. Les résultats sont attendus cette année.

D'autres informations ainsi que le formulaire d'inscription en PDF ou Word peuvent être téléchargés sur le site www.ppdemainlasuisse.ch sous la rubrique «Actuel».

- **Cycle de conférences sur le thème «Information technology, expert cultures, and work practices»**

David Gugerli (chaire d'histoire de la technique, EPF de Zurich), Martin Lengwiler (Forschungsstelle für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, Université de Zurich) et Martina Merz (Observatoire science, politique et société, EPF de Lausanne) organisent au semestre d'été 2003 des manifestations publiques et des workshops semi-publics sur l'importance des technologies de l'information (TI) dans la société de la connaissance d'aujourd'hui. Ce cycle de manifestations aura lieu dans le cadre de l'initiative du réseau «Information technology, expert cultures, and work practices», soutenue par le Fonds national suisse de la recherche scientifique. Les conférences et workshops auront lieu à Lausanne et Zurich.

Le programme, les dates et les informations relatives à l'inscription sont disponibles essentiellement en anglais sur le site www.tg.ethz.ch/lehre/veranstaltungen/03Netzwerk/programmdetail.htm.

Projets (I)

Les universités, des laboratoires de société

«Université de Fribourg: l'université suisse bilingue», voilà comment se présente l'Université de Fribourg, située à la frontière de deux régions linguistiques, sur son site Internet. Bien que bilingue depuis sa fondation, ce n'est que depuis les trente dernières années que l'université revendique cette caractéristique comme partie intégrante de son identité. Dans leur projet «Universitäten als gesellschaftliche Laboratorien; transnationale Orte – Integration von Minderheiten», le professeur Urs Altermatt et son collaborateur Patrick Haselbach comparent le rôle des universités européennes dans une société multiculturelle.

Dans de nombreux pays, les hautes écoles contribuent à la cohésion de la société. C'est particulièrement le cas dans les pays multilingues ou pluriethniques. «L'Université de Fribourg, qui constitue un exemple de cohabitation réussie de deux groupes linguistiques, est au centre de nos recherches», déclare Urs Altermatt, professeur ordinaire d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg.

Miser sur la pluralité

Avec les archives, les chercheurs parviennent à retracer plus d'un siècle d'histoire de l'université. Elles montrent que l'université était bilingue dès sa naissance mais que jusque dans les années 70, elle se voulait avant tout catholique. Ce n'est qu'après 1970 que le bilinguisme a pris de l'importance. Certes, l'allemand et le français sont les langues officielles de cours et d'administration, mais qu'en est-il vraiment dans la pratique? Les recherches ont porté sur la langue et l'origine des étudiants et du corps enseignant, la communication dans les cours magistraux et les réunions, les conditions d'admission linguistiques, l'offre de cours spécifiques en langues étrangères, les programmes de mobilité ainsi que les accords avec les autres universités. «A travers notre typologie, on observe que l'Université de Fribourg suit une stratégie de pluralité», explique M. Altermatt. «Différents groupes linguistiques cohabitent et sont au même niveau, et aucune communauté linguistique ne cherche à réprimer l'autre.»

Université de Barcelone: la progression du catalan

Cette évolution se remarque également à l'Université de Barcelone. Le regain du bilinguisme en Catalogne a eu lieu sensiblement à la même époque qu'à Fribourg. L'identité linguistique s'est de plus en plus affirmée en réaction à la mondialisation, et le catalan s'est imposé. Aujourd'hui, cette langue régionale est au même niveau que le castillan à l'université.

L'évolution qu'a connue l'Université de Barcelone n'a encore fait l'objet ni d'études historiques ni de recherches en sciences sociales. Les Catalans sont donc d'autant plus intéressés par les résultats de l'étude fribourgeoise. «Cette étude menée dans le cadre d'un mémoire de licence sera maintenant traduite en catalan», se réjouit Urs Altermatt.

Egalité des langues en Europe de l'Est

De nouvelles variantes de stratégies de pluralité se mettent également en place en Europe de l'Est. Ainsi, il existe depuis 1995 des facultés roumaines, hongroises et allemandes à l'Université de Cluj-Napoca, en Roumanie. Cette dernière a connu une histoire mouvementée. Après sa création au XVIII^e siècle, elle a d'abord été de langue alle-

mande. Une école hongroise a été ouverte en 1872, qui est ensuite devenue roumaine avec l'intégration de la Transylvanie allemande à la Roumanie. Au cours de la Seconde guerre mondiale, la Transylvanie est retombée pour une courte période sous la domination hongroise, et l'université a été à nouveau magyarisée. Après 1959, les cours ont été donnés en roumain et en hongrois, bien que le hongrois ait progressivement été bridé et n'ait regagné du terrain qu'après 1989.

Stratégie de séparation en Belgique

Les choses se sont passées moins bien à l'Université de Leuven/Louvain en Belgique. Suite au conflit linguistique qui domine la vie politique belge depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, cette université autrefois multiculturelle a opéré une séparation linguistique en 1970, créant deux institutions d'enseignement supérieur indépendantes l'une de l'autre. Louvain la Wallonne, qui dispense des cours en français, s'est installée à 20 minutes de la flamande Leuven.

Il existe une troisième stratégie, à mi-chemin entre séparation et pluralité: la stratégie de domination. Dans ce cas de figure, la répartition des ressources au sein d'une université est en grande partie entre les mains d'un groupe dominant. On reconnaît certes des droits aux minorités, mais on ne peut pas parler d'égalité. L'Université de Berne, majoritairement germanophone, est un exemple de cette répartition des langues. Certains cours sont donnés ou étaient dispensés en français, par exemple dans la formation des professeurs d'écoles secondaires ou à la faculté de médecine vétérinaire.

La pluralité malgré ou grâce à l'absence de règles?

«Nous aurions aimé inclure d'autres universités d'Europe de l'Est dans la comparaison. Malheureusement, nous avons dû, entre autres pour des raisons financières, organisationnelles et personnelles, en abandonner l'idée», regrette M. Altermatt. Toutefois, le professeur considère que ces recherches ont eu le mérite d'avoir donné une nouvelle impulsion au débat international sur l'importance du plurilinguisme et de l'interculturalisme dans les universités. Le besoin d'information dans ce domaine semble être important: «Des groupes de recherche étrangers cherchent à savoir comment le bilinguisme de l'Université de Fribourg fonctionne», confie M. Altermatt. «Ce qui est intéressant dans le système fribourgeois, c'est que, comme beaucoup de choses en Suisse, il n'est régi par aucune règle, si ce n'est le fait que l'allemand et le français soient des langues officielles et d'enseignement. Et pourtant, il fonctionne!» L'année prochaine, une conférence aura lieu à l'Université de Fribourg, au cours de laquelle des historiens et des chercheurs en sciences sociales venus de l'Europe entière présenteront et discuteront de leurs expériences dans des universités multiculturelles.

Urs Altermatt, chef de projet

Urs Altermatt est depuis 1980 professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg. Ses longs séjours d'enseignement et de recherche à l'étranger l'ont mené jusqu'en Europe centrale, à Cracovie en 1991, à Budapest en 1992, à Sarajevo en 1997 et à Sofia en 1998. Il a été Fellow à l'«Institute for Advanced Study» de Budapest en 1994-95 et, en 2000, à l'Institut des Sciences de l'Homme («Institut IWM») à Vienne. Les domaines de recherche d'Urs Altermatt sont l'histoire du système politique suisse, la thématique de la religion et de la société, le nationalisme, les minorités, l'extrémisme de droite et l'antisémitisme. Dans le cadre du PP Demain la Suisse, Urs Altermatt dirige le réseau de recherche «Insertion- Exclusion. Lieux d'intégration sociale et politique dans une société multiculturelle».



Projets (II)

Analyse sociologique des sciences économiques en Suisse

Pour comprendre les évolutions futures des sciences économiques et sociales en Suisse, il est indispensable d'analyser leurs débuts et leur structure sociale. Le groupe de recherche de Claudia Honegger, professeur de sociologie à l'Université de Berne, étudie l'histoire des sciences économiques dans le cadre du réseau «Discourses on society – roads to the future of the social sciences in Switzerland».

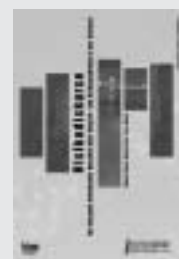
La recherche scientifique a connu un grand essor au cours des dernières vingt à trente années et s'est principalement concentrée sur le développement des sciences naturelles. «Ce n'est que plus tard qu'est venue l'idée de retracer l'histoire des sciences sociales depuis leurs débuts», explique la directrice du projet Claudia Honegger. Jusque-là, ce sont principalement des études comparatives qui ont été menées, qui mettaient en rapport les sciences sociales dans différents pays d'Europe.

Dans le cadre du PP Demain la Suisse, les sciences sociales et économiques ont été réparties en deux projets: à l'Université de Lausanne, François Valloton et Malik Mazbouri examinent l'évolution des sciences politiques, de la statistique et de l'histoire en Suisse, sous la direction de Hans-Ulrich Jost, tandis que Claudia Honegger, aidée de ses deux collaborateurs Susanne Burren et Pascal Jurt, étudie l'histoire de l'économie politique et de la gestion. Mme Honegger énumère les grands axes du projet: «Nous étudions la manière dont ces disciplines se sont institutionnalisées, l'impact de cette institutionnalisation sur le système universitaire et scientifique suisse et comment ces disciplines se sont séparées les unes des autres. Nous analysons la concurrence qui existe entre elles, cherchons à savoir quels acteurs publics ont encouragé certaines disciplines et à quel moment, et examinons le type de démarche théorique inhérent à chaque discipline.»

(Suite en page 6)

Publications

- Manuel Eisner, Nicole Graf, Peter Moser: Risikodiskurse. Die Dynamik öffentlicher Debatten über Umwelt- und Risikoprobleme in der Schweiz. Collection «Analyses sociales», Editions Seismo, Zurich, 2003. (ISBN 3-908239-85-0)
- Hanspeter Stamm, Markus Lamprecht, Rolf Nef: Soziale Ungleichheit in der Schweiz. Strukturen und Wahrnehmungen. Collection «Analyses sociales», Editions Seismo, Zurich, 2003. (ISBN 3-908239-91-5)



(Suite de la page 5)

Institutionnalisation et autonomie de l'économie politique

Après la fondation de l'Etat fédéral en 1848, le besoin de connaissances dans les domaines de l'Etat et de la politique s'est accru. C'est à cette époque que l'économie politique, alors appelée «économie nationale», a fait son apparition dans les facultés de droit ou de sciences de l'Etat. «Très rapidement, les premières chaires se sont créées, principalement occupées par des professeurs étrangers. Le début du XX^e siècle a amené les premières sections d'économie nationale, qui ont contribué à donner une plus grande autonomie à cette discipline», résume Pascal Jurt.

Cette discipline s'est développée pendant la Première guerre mondiale et l'entre-deux-guerres, les questions d'économie prenant de plus en plus d'importance. Les années 50–60 voient la création de chaires supplémentaires dans toutes les universités et la fondation de nombreux instituts et facultés.

Au cours des vingt dernières années, on remarque une tendance à la spécialisation dans l'économie politique, qui se traduit par la création de nouveaux domaines scientifiques comme l'étude des marchés financiers, l'économétrie et la recherche économique empirique. L'économie politique se distingue d'autres domaines des sciences sociales par son autonomie relativement grande, due à un processus d'institutionnalisation réussi et à des méthodes proches de celles des sciences naturelles.

La gestion: un domaine scientifique très hétérogène

Parallèlement à l'institutionnalisation de l'économie nationale dans les universités, à la fin du XIX^e siècle, on a commencé à discuter en Suisse de la mise en place de filières commerciales, dans le but de transmettre la connaissance des affaires et de l'entreprise à un haut niveau. C'est dans le cadre de ces efforts que la Haute école de commerce de Saint-Gall et un séminaire de commerce à l'Université de Zurich ont été fondés. Au cours des dix années qui ont suivi, des chaires de sciences commerciales ont été inaugurées dans les autres universités suisses. Les sciences commerciales ont ensuite été rebaptisées «Privatwirtschaftslehre» (étude de l'économie privée), puis «études de gestion» à partir de 1920. Cette nouvelle discipline, au lieu de suivre l'exemple de l'ancienne «économie nationale», plutôt formelle et théorique, s'est modelée à l'image de matières orientées vers la pratique, comme la médecine et le droit.

«Au moment de l'ascension de l'économie politique, la gestion ne se développait que progressivement. Ce n'est que dans la deuxième moitié du XX^e siècle qu'elle est parvenue à se démarquer de l'économie politique et à constituer un domaine à part entière», explique Susanne Burren. De nouveaux domaines appliqués, comme l'étude des organisations, le traitement des données, la recherche opérationnelle et le marketing se sont imposés. Depuis les années 80, le nombre des étudiants en gestion a triplé, ce qui s'est par la suite répercuté sur le nombre de professeurs. Aujourd'hui, les deux disciplines sont sensiblement de la même taille, en regard du nombre de professeurs.

La concurrence entre les deux sous-disciplines

Le groupe de recherche bernois constate que les deux sous-disciplines tendent à être en concurrence, en raison de leur évolution et de leurs structures différentes ainsi que de modes de pensée et de théories divergents. Claudia Honegger met le doigt sur leurs différences majeures: «La force de la gestion réside dans son côté proche de la pratique et dans la diversité de ses démarches, avec les études des cas, l'observation des entreprises sur le terrain et l'intégration de l'environnement social. L'économie politique, par contre, élabore des théories abstraites, des schémas éloignés de la réalité et suit principalement une seule démarche.» Ces derniers temps, le besoin d'une orientation plus pratique pour l'économie politique se fait sentir, entre

autres sous l'influence de la gestion, plus empirique et pragmatique. Les deux disciplines étant des domaines internationalisés, il n'y a pas de grandes différences entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Le processus d'institutionnalisation a été similaire dans toute la Suisse. Il existe toutefois des particularités locales qui diffèrent autant entre Genève et Lausanne qu'entre Lausanne et Berne.

Les économistes dans la pratique

Il est prévu de compléter les aspects institutionnels et scientifiques de cette recherche par une troisième perspective, en observant dans quels secteurs les économistes des deux sous-disciplines travaillent, un an après obtention de leur diplôme.

Après la fin du projet, une publication commune donnera aux personnes intéressées une vue d'ensemble des résultats des groupes de recherche bernois et lausannois. Sur la base des résultats de recherche, cet ouvrage présentera également des pronostics sur l'avenir des sciences économiques en Suisse.

Claudia Honegger, chef de projet

Claudia Honegger est professeur de sociologie générale et directrice de l'Institut de sociologie de l'Université de Berne. Ses domaines de recherche sont la sociologie empirique de la culture et de la connaissance, la recherche sur les sciences et la sociologie des femmes et du genre. Dans le cadre du PP Demain la Suisse, elle dirige le réseau «Discourses on society – roads to the future of the social sciences in Switzerland».



Sur la photo, Claudia Honegger et ses deux collaborateurs Pascal Jurt et Susanne Burren.

Impressum

Newsletter PP Demain la Suisse, n° 6, mai 2003

Editeur:

Coordination du PP Demain la Suisse
Peter Farago
Grossmünsterplatz 6
8001 Zurich

Rédaction, réalisation graphique et production:

Science Com SA, 3005 Berne
Imelda Lütolf, Isabel Saccomanno

Impression:

Burkhardt SA, 3013 Berne

La Newsletter paraît en français et en allemand. Des exemplaires supplémentaires peuvent être commandés gratuitement auprès de: Science Com SA, Thunstrasse 7, 3005 Berne, vision@sciencecom.ch; ou téléchargés en format PDF à l'adresse Internet www.ppdemainlasuisse.ch

Objectif du PP Demain la Suisse

En plus d'encourager les réseaux et la recherche thématique, le PP Demain la Suisse favorise également les mesures permettant le renforcement structurel des sciences sociales en Suisse.